

**UNE PÉTITION RAVAGEUSE QUI
PLOMBE L'ÉTÉ DU GOUVERNEMENT !**

**DES EMPIRES DE PRESSE
AUX MAINS DE FACHOS
MILLIARDAIRES**

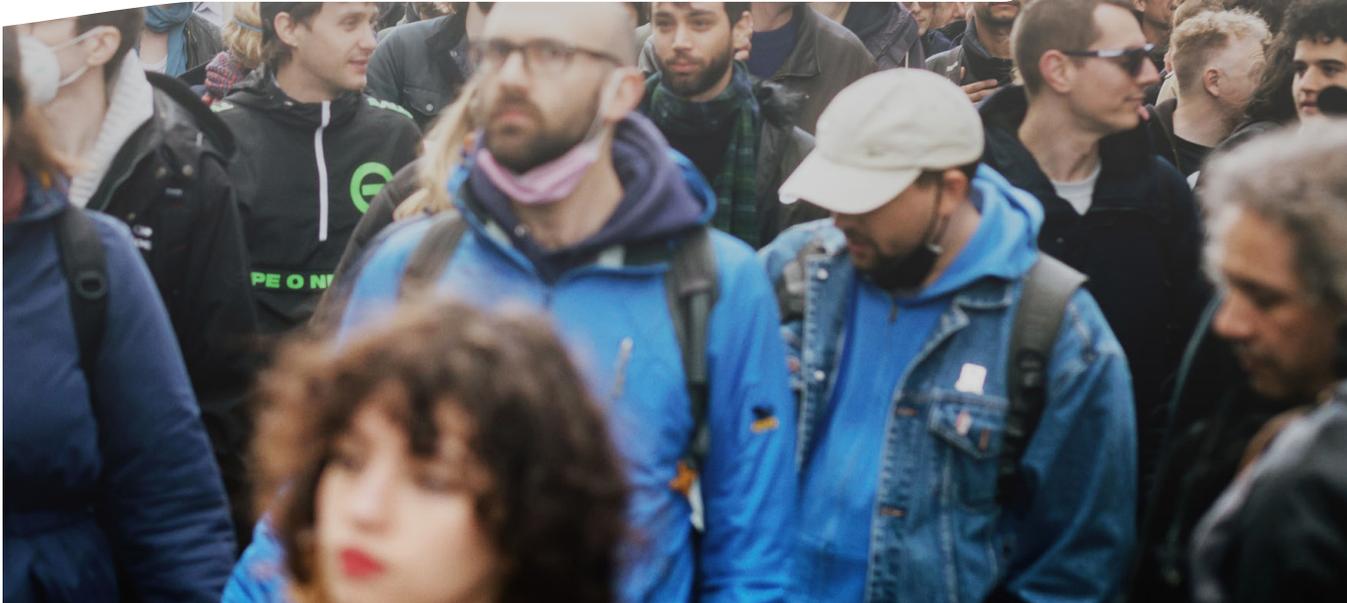
RÉVOLUTIONNAIRES

39 24 JUILLET 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**Contre la guerre sociale
de Macron-Bayrou,**

**Préparons
UNE RENTRÉE
DES LUTTES !**



ÉDITORIAL

C'est une véritable déclaration de guerre aux classes populaires que Bayrou a adressée le 15 juillet dans sa présentation du budget 2026. Maintenant, ce ne sont plus 40 milliards, mais 44 milliards que le gouvernement devrait trouver... dans nos poches pour, dit-il, redresser les comptes de l'État et financer le budget de l'armée. Comme toujours, les serviteurs de la bourgeoisie ne demandent rien aux riches, à ceux qui possèdent déjà tout : ce sera à nous, travailleuses et travailleurs, de faire tous les sacrifices.

UNE ANNÉE BLANCHE... QUI DOIT NOUS FAIRE VOIR ROUGE !

Les salaires des fonctionnaires, les prestations sociales, les retraites, les allocations chômage seront bloqués en 2026, sans tenir compte de l'inflation. Bayrou veut aussi augmenter les impôts des retraités en supprimant pour certains l'abattement de 10 %. Les dépenses de santé seront rognées, en déremboursant encore des médicaments et en s'attaquant à la prise en charge des maladies de longue durée. Un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ne sera pas remplacé. Autant d'emplois en moins pour les jeunes générations, et d'aggravation de la situation dans les écoles, les hôpitaux et tous les services publics.

Pour les salariés, c'est un véritable plan de surexploitation qui est annoncé : un nouveau durcissement des conditions d'accès aux indemnités de chômage, pour nous forcer à accepter n'importe quel emploi, la suppression de deux jours fériés sans augmentation de salaire... et voilà que la mi-

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



LOI DE « MODERNISATION » DANS LES UNIVERSITÉS : LE GOUVERNEMENT CONTINUE À FAIRE LA PART BELLE AU PRIVÉ !

Alors que Macron et Bayrou coupent dans tous les budgets – dont celui de l'enseignement supérieur qui a été rabaissé l'année passée de 1,5 milliard d'euros –, le gouvernement ne compte pas s'arrêter là dans les attaques sur les universités. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Philippe Baptiste, a déposé un nouveau projet de loi de « Modernisation et régulation de l'enseignement supérieur », dont le but est de donner plus de place au privé, qui s'est déjà largement développé ces dernières années : les étudiants y dépendent des milliers, voire des dizaines de milliers d'euros chaque année en frais d'inscription, s'endettant pour de nombreuses années, tout en étant privés de droits fondamentaux. Avec son projet de loi, le gouvernement veut faciliter la création de ce type d'établissements, par simple demande aux rectorats, et leur permettre de délivrer des licences et des masters au même titre que les facs publiques... Alors que le nombre d'étudiants dans le

privé n'a cessé d'augmenter ces dernières années (un quart des étudiants aujourd'hui, contre un dixième il y a 25 ans) du fait du manque de places et de moyens dans les universités publiques. D'ailleurs, le nombre de formations privées a augmenté de plus de 75 % depuis 2010, contre moins de 15 % dans le public. Le projet de loi entérine aussi le maintien des établissements publics expérimentaux (EPE) pour cinq ans de plus. Ces établissements, qui regroupent des établissements publics et les grandes écoles, sont placés en dehors du code de l'éducation et décident donc comme bon leur semble de leurs propres règles, de leurs propres frais d'inscription, réduisant considérablement les droits étudiants. Ces établissements sont encouragés à développer leurs ressources propres (entendre les financements privés et des frais d'inscription démultipliés), ce qui entérine le désinvestissement de l'État. Le projet de loi compte donner plus de pouvoirs aux recteurs. L'objectif est simple : en déplaçant de

nombreuses prises de décision du ministère aux rectorats, les attaques se feront « fac par fac » pour limiter les mobilisations à un terrain local. Le gouvernement déplace ainsi le problème : les frais d'inscription n'étant plus fixés au niveau national, une fac en difficulté financière pourrait décider de multiplier ses droits d'inscription. Si le gouvernement en place met ce type de mesures, c'est bien par peur de réactions nationales et de mouvements massifs dans les universités. Entre le vote de la mal nommée loi contre l'antisémitisme, qui ne cherche qu'à réprimer les étudiants mobilisés, les coupes budgétaires, l'augmentation de la sélection à l'université et ce type de projets de loi, nous avons de nombreuses raisons de chercher à préparer une rentrée universitaire de lutte !

LOÏE FLORES • 22/07/2025

Non à la sélection à l'université : les sans-facs s'organisent dans plusieurs villes en France pour arracher des inscriptions !

Cette année encore, des centaines de milliers de jeunes vont se retrouver sans fac, comme environ un candidat sur trois ces dernières années : en 2024, Parcoursup a laissé sur le carreau 295 000 candidats (31 %) et MonMaster 84 000 candidats (37 %). Le gouvernement envoie chaque année des centaines de milliers de jeunes sur le marché du travail pour offrir une main-d'œuvre bon marché au patronat. Mais, à écouter le gouvernement, si tu n'as pas de place à la fac, c'est que tu n'as pas assez travaillé ! Des mensonges imprégnés de mépris pour cacher une politique de tri social, voire raciste, avec des universités fermées aux jeunes des quartiers ouvriers et issus de l'immigration.

Face à cette situation, dans plusieurs universités en France, des collectifs de sans-facs en lutte contre la sélection s'organisent pour arracher leurs inscriptions.

Le 16 juillet, le collectif de Nanterre s'est rendu au ministère de l'Enseignement supérieur pour déposer les 150 premiers recours recensés en juillet à Nanterre, mais aussi ceux collectés par les collectifs de Lille, Grenoble, Lyon et Metz. Cette initiative a bénéficié d'une certaine couverture médiatique.

À Lille et Grenoble, les collectifs de sans-facs ont organisé des actions afin d'interpeller les présidences d'universités le 11 juillet. Soutenus par les sections locales et par la direction nationale de l'Unef, ils annoncent d'ores et déjà se préparer à se mobiliser dès le 1^{er} septembre si leurs recours ne débouchent pas sur des inscriptions dans l'été.

À l'heure où Bayrou vient d'annoncer de nouvelles coupes budgétaires astronomiques sur le dos des jeunes et des travailleurs, afin



notamment de financer le budget militaire, la lutte pour l'inscription des sans-facs, pour arracher de l'argent pour l'ouverture de places et des embauches à l'université,

montre qu'il est urgent de préparer une grève massive dans les facs à la rentrée.

HÉLOÏSE CINORRODO • 22/07/2025

Vers un nouveau « service militaire volontaire » à la rentrée 2025 ?

Macron a profité du défilé du 14 juillet pour annoncer sa volonté de « donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir », dans un contexte de montée des tensions inter-impérialistes sur l'ensemble du globe. Dans la foulée de son discours, la revue nationale stratégique trace les lignes d'un « service militaire volontaire rénové », qui sera discuté à la rentrée. Quelques mois seulement après l'échec de la généralisation du Service national universel (SNU), la bourgeoisie cherche un nouveau moyen d'embrigader la jeunesse.

L'exacerbation de la concurrence entre puissances impérialistes, particulièrement depuis le début de la guerre en Ukraine, stimule un militarisme français soucieux de ne pas être pris de vitesse. D'où les milliards investis par Macron dans le budget de la défense, dont le montant a quasiment

doublé en dix ans, pour atteindre 64 milliards d'euros en 2027.

Mais une armée victorieuse ne se réduit pas à ses canons Caesar ou à ses Rafale : il faut non seulement des hommes et femmes pour mettre en œuvre ces engins de mort, mais aussi un soutien politique au sein de la popu-

lation. « Ce sont les armées qui gagnent les combats, mais ce sont les nations qui gagnent les guerres », a expliqué le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Pierre Schill en mai dernier : voilà la ligne directrice qui guide le gouvernement et l'état-major dans la volonté de « refondation » d'une forme de service militaire.

Il n'est pas question pour eux de revenir à une armée de conscription – piloter un Rafale, ça ne s'improvise pas ! – ou d'apprendre à l'ensemble de la population le maniement des armes – nous n'aurions nul besoin d'être encasernés pour le faire ! Il s'agit de construire une armée « mixte », mêlant professionnels,

réservistes et volontaires, et soutenue par une population embrigadée dès l'enfance derrière des idées nationalistes.

Malheureusement pour la bourgeoisie française, l'amour du treillis militaire n'est pas très développé dans la jeunesse en France : le SNU n'attirait majoritairement que les fils de flics ou de militaires... pour un coût si exorbitant que même les macronistes ont voté contre son élargissement. Sacré cassette. On ne leur souhaite pas du courage !

STEFAN INO

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org

FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires

X (TWITTER)

INSTAGRAM : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**